

CHUT, NE LE DITES A PERSONNE... OU PRESQUE !

sept. 2018 n°6

>> Dans le 1^{er} degré, vive la rentrée !

Nous nous souvenons de la **rentrée 2017 où pas moins de 15 classes fermaient le 1^{er} jour de classe**. Les syndicats avaient été unanimes à dénoncer cet état de fait et la DSDEN avait promis de mieux anticiper la rentrée suivante.

Rentrée 2018 : nous y voilà donc ! Et ils peuvent se targuer d'avoir fait des progrès : 4 PE ont subi la fermeture de leur classe. Mais question « anticipation », une marge de progrès est possible ; par exemple, dès les mois de mai-juin, la directrice de l'école de Campeaux, dans le Bocage virois, avertit les services que l'ouverture d'une classe ne se justifie pas ; mais elle n'est pas entendue et c'est lundi 3 septembre que l'équipe apprend la fermeture de la dite classe !

Question accueil des néo-titulaires et stagiaires, on repassera ! 16 T1 sur des affectations provisoires, c'est-à-dire brigade mais sans indemnités. Une PES a même dû changer d'école : bienvenue dans le métier !

Et côté brigade, des remplacements prévus en juin et donc préparés pendant les vacances retirés le jour de la pré-rentrée.

Dans beaucoup d'autres écoles, ce sont des effectifs tels que les conditions d'apprentissage seront dégradées : merci au dispositif 100 % à moyen constant !

Par exemple, **les classes de la maternelle de Fontaine-Étoupefour comptent 30 élèves chacune**. Mais impossible d'ouvrir une classe supplémentaire, il n'y a pas de salle de disponible ! **Ouf, la DSDEN est sauvée : elle a cru, l'instant d'une seconde, devoir faire une ouverture dans cette école...**

>> Dans les collèges, grève !

Deux collèges du Calvados étaient en grève dans les premiers jours de la rentrée, Dunois et Saint-Martin de Fontenay.

À Dunois, la DSDEN décide d'une suppression de classe le... 10 juillet ; une fois que tou-tes les collègues ont quitté le collège avec en tête la préparation de la rentrée à 5 classes de 6ème. A la rentrée, surprise : ce sera 4 classes ! **Une belle illustration du maître-mot de Ministère : l'adaptabilité, le changement, l'innovation.** Vous ne

pensiez quand même pas faire votre rentrée « pépère » ou « mémère » ?

>> Le « par coeur » remis à l'honneur

Comme les enseignant-es du second degré, **les chef-fes d'établissement ont également le droit à une pré-rentrée** de réunions en plénières, plus ou moins ennuyeuses, avec le Recteur. Lundi 27 août, ce dernier leur a **vanté les mérites de la fusion des deux académies normandes et les vertus du changement, de l'adaptabilité, de l'innovation**. Résultat, nous aussi avons eu le droit à ce discours car les chef-fes d'établissement avaient bien appris la leçon. **Le problème est qu'il ne suffit pas d'apprendre la leçon, il faut aussi la comprendre !** Ce qui éviterait, à la question, posée dans le Bocage virois, « en quoi cette fusion va-t-elle nous aider à mieux travailler et à faire réussir les élèves ? » un silence bien significatif. **Pas très disruptif tout cela !**



>> Le changement, c'est maintenant !

Pourquoi autant d'insistance sur cette nécessité de nous adapter, de changer et d'innover ? C'est pour mieux nous faire avaler la pilule des préconisations du rapport Comité Action Publique 2022 (CAP 22 pour les initié-es) remis au gouvernement au début des vacances.

Le but : **30 milliards d'économie sur le dos des services publics**. Au programme pour l'école : **évaluation des établissements scolaires et primles au méritre reposant notamment sur les résultats des élèves, plus de pouvoir aux chef-fes d'établissement pour le recrutement des enseignant-es, la formation au management, la formation continue en partie obligatoire hors temps de travail, le renforcement du numérique (plus besoin de remplacer les enseignant-es absent-es), l'augmentation du temps de travail de 2h supp...**

En réalité rien ne change, puisque cela fait des années que nos gouvernants rêvent de cela !

>>ULIS : attention ça va péter !

Les coordinatrices et coordinateurs ULIS Collège-lycée du Calvados en ont gros !

Alors que l'inclusion des élèves en situation de handicap est censée être une cause nationale prioritaire, la situation devient plus qu'explosive : **ces enseignant-es ont vu leur rémunération baissée de près de 160 euros par mois.**

Alors que la circulaire du 31 août 2015 rappelle que ces dispositifs ne doivent pas accueillir plus de 12 élèves, **la moyenne du département est autour de 16 !**

Enfin, **les personnels d'accompagnement (AESH ou AVS) ne sont évidemment pas en nombre suffisant (parfois toujours pas arrivé-es dans les classes) et toujours sous des contrats d'une grande précarité !** Lors d'une audience à la DSDEN demandée par les collègues (et obtenue au bout de 3 mois!), l'administration a « entendu » la situation (ce qui signifie « je sais mais je ne ferai pas grand-chose »). **Ces collègues ont le sentiment d' être non reconnu-es, méprisé-es. Nous les comprenons et nous les soutenons !**

>>Paul Doumer assassiné de nouveau : Bernard m'a tué !

Une école ferme et tout le monde ou presque est content !

Bernard Aubril, maire de Lisieux, est content de s'être débarrassé de frais de travaux et d'entretien.

La Ligue de football de Normandie, elle, est contente : des locaux pas chers (1 euro symbolique aux dernières nouvelles). L'Éducation Nationale n'a rien fait pour maintenir cette école nécessaire au tissu social du quartier. Restent les non-content-es, celles et ceux qui faisaient vivre cette école : les professeur-es à muter, les assistant-es et AVS en contrat précaire à reconduire, les ATSEM, les personnels de cantine et de ménage à ré-affecter ailleurs. Il y a aussi les parents obligés d'inscrire leurs enfants dans une école plus éloignée de leur domicile. Il faut dire que l'école serait encore viable si le maire ne s'était pas obstiné à donner des dérogations (une quarantaine en deux ans). Une école, comme une bibliothèque, quand elle meurt, c'est un espace de liberté qui disparaît !

>>Collègues TZR, on fait des économies sur votre dos !

Les TZR affecté-es à l'année touchent des frais de déplacement quand ils et elles sont affecté-es en dehors de leur établissement de rattachement. Les TZR en court et moyen remplacement touchent une indemnité appelée ISSR qui comprend le remboursement des déplacements mais aussi l'indemnisation du fait d'être dans une situation

d'incertitude permanente. Mais voilà, si vous êtes, par malheur, nommé-e dans un établissement au 1^{er} septembre pour une durée déterminée et que cette affectation est renouvelée, par hasard, jusqu'à la fin de l'année, vous ne touchez plus cette indemnité ! Pourtant, vous n'aviez jamais la certitude d'être reconduit-e jusqu'à la fin de l'année ! **Comment opère l'administration ? Elle attend ! Elle ne vous paie pas ces frais** jusqu'à ce qu'elle soit certaine de la durée de l'affectation, soit la fin de l'année ! Malin ! Mais limite malhonnête !

>> Tous-tes en grève ! Quand l'administration redéfinit le concept de « grève générale »

Un jour de grève le 19 avril dernier. Deux fiches de paie plus tard, dans un collège de Caen **l'ensemble des personnels (une cinquantaine) s'est vu retirer 1 journée salaire, alors qu'une 1/2 douzaine seulement étaient grévistes !** L'administration se charge de tout , **même plus besoin de faire l'effort de se déclarer gréviste**, elle ponctionne d'office. On sait que L'État a besoin de fric, et comme il est accro, le sevrage de cette drogue s'annonce plus que difficile !

>> ParcoursSup : on vous dit que tout va bien !

A la date du 5 septembre, plus de 50 000 bachelier-es étaient encore en attente d'une proposition et près de 180 000 ont abandonné la plateforme. La logique des vœux non-hiérarchisés grippe la machine puisque nombre de candidat-es attendent une meilleure proposition avant d'en accepter une définitivement. La ministre de l'enseignement supérieur justifie la lenteur du processus par une attention particulière des dossiers par les services ! Aucun moyen pour les futur-es étudiant-es de préparer la rentrée, de trouver un logement... Nous ne connaissons pas non plus le chiffre des élèves réellement satisfait-es dans leurs demandes. Quand on sait que c'est une des conditions de la réussite des études...

>> Journée de grève interprofessionnelle le mardi 9 octobre

A l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF et Solidaires Etudiant-es, contre les réformes de casse sociale en cours et à venir.

A vos stylos ! A vos claviers !

Si vous aussi vous vivez des aventures extraordinaires, si vous voulez faire part d'un coup de gueule, d'un témoignage, d'une info ou proposer un dessin, écrivez à : sudeduc14@free.fr